

nous, d'adoucir les règlements de notre quarantaine.

Nous constatons, cependant, M. l'Orateur, que le ministre de l'Agriculture se vante, en parlant des marchés qu'il a ouverts en Canada. Je demanderais aux membres de la droite, ce qu'ils ont fait de leurs promesses quand ils disaient aux électeurs du Canada, surtout à ceux d'Ontario, qu'ils leur accorderaient pour les produits de la ferme, les marchés des Etats-Unis? Inutile pour moi de rappeler ces promesses. Dans toutes les assemblées publiques, l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton), l'honorable ministre des Douanes (M. Paterson) et leurs partisans déclaraient, afin de convaincre les cultivateurs du pays, qu'ils devaient voter pour le parti libéral, ceci : Si vous nous mettez au pouvoir, avant six mois, même avant cette période, vous aurez la réciprocité, vous obtiendrez l'entrée libre de vos produits sur les marchés américains; mais quel a été le résultat? Ainsi que nous pouvons le constater aujourd'hui, et comme je le déclarais l'autre soir, nous n'avons obtenu aucun de ces marchés, mais nous avons en retour à payer \$36,000 pour un voyage de plaisir à Washington et à Québec.

Mais que dit l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton)? Tantôt il est partisan de la réciprocité avec les Etats-Unis, tantôt il déclare que le gouvernement n'est pas assez juste, qu'il n'agit pas d'une manière raisonnable, au point de vue de la question d'Etat, avec les Etats-Unis. Qu'a-t-il dit hier soir? Je prends ici la parole, sans m'occuper de la déclaration du très honorable premier ministre, pour affirmer que maintenant, l'honorable député a abandonné toute espérance de voir exister cette réciprocité avec la république voisine. Il a déclaré à différents endroits, que les Etats-Unis ne nous avaient pas traités généreusement, contrairement à ce que nous faisons pour eux, et que c'était pour cela, qu'ils ne demandent plus maintenant de diminution dans les droits imposés sur les marchandises américaines ou sur les produits de la ferme. Il dit qu'il n'est plus partisan de la réciprocité avec les Etats-Unis, parce que ces derniers n'ont pas agi à notre égard de façon à mériter ce privilège.

Si je consulte le *Hansard*, page 3427, je lis ce qui suit :

Tout ce qui se rapporte à la politique commerciale des Etats-Unis, tant en ce qui a trait à la manière dont ils nous ont traités, indique à l'évidence leur étroitesse de vues, leur animosité et leur mesquinerie.

Il ajoute, et sa déclaration est d'autant plus importante, qu'il faisait partie de cette commission.

Dans nos négociations à Washington, nous avons constaté le même esprit d'hostilité, tout cela parce que nous avions accordé la préférence à l'Angleterre.

Quelle a été l'attitude des commissaires canadiens, lorsqu'ils se sont rendus à Washington, pour obtenir cette fameuse récipro-

cité commerciale? Quel a été le résultat de leurs démarches? Ils ont accordé aux Etats-Unis le droit d'envoyer, franco, leur maïs; c'était pourtant une question très importante pour notre commerce, mais ils n'ont pas su profiter de l'avantage qui leur était offert alors.

LE MINISTRE DES FINANCES (M. Fielding) : Quelquefois l'on sème, et l'on ne récolte rien.

M. MONTAGUE : Je ne doute pas que le ministre des Finances ignore la signification du texte qu'il vient de citer, car, dans l'espérance de rester longtemps au pouvoir, il cherche tous les moyens possibles pour retirer de l'argent du peuple, surtout du peuple de son propre comté dont il exploite les sentiments politiques. Mais il ne faut pas oublier, M. l'Orateur, les fameux 14 havres et les 163 milles de chemins de fer—

Quelques VOIX : Ecoutez ! écoutez !

M. MONTAGUE : Maintenant, voyons ce que pense l'honorable député de Norfolk-nord au sujet de l'entrée avec exemption d'impôts de notre maïs aux Etats-Unis.

Je prétends qu'accorder aux Américains l'entrée libre de leur maïs, c'est leur faire une faveur à laquelle ils n'ont pas droit.

Voilà du bon sens.

Je prétends que nous devons maintenir les droits sur le maïs, tant que les Etats-Unis ne nous auront rien accordé en retour. Je sais que les cultivateurs américains de l'ouest considèrent notre marché comme très important. Je n'ignore pas non plus que la plupart de ces messieurs nous diront : Qu'on admette en franchise le foin, les patates, l'orge, pourvu que vous nous accordiez l'entrée libre du maïs.

En dépit des protestations de l'honorable député, le gouvernement actuel a cru devoir jeter de côté la politique énoncée, mais c'est pour cela, qu'on a vu des ministres se rendre à Washington, pour demander aux Etats-Unis d'accorder quelque chose en retour au Canada. Mais qu'avons-nous vu? On a accordé à l'Angleterre un tarif différentiel, et nous n'avons rien obtenu pour cette concession. Et comme le dit l'honorable député (M. Charlton), lorsque nos délégués ont rencontré ceux des Etats-Unis, ces derniers leur ont dit, que cette préférence accordée à la Grande-Bretagne était de nature à créer de l'animosité entre les deux pays. Comme j'ai eu l'occasion de le dire précédemment, le gouvernement actuel, et ses partisans sont prêts à faire toute concession sans obtenir rien en retour.

A ce propos, je me rappelle, que certains de ces messieurs se trouvaient à Hamilton, un certain matin. Ils devaient faire le beau et le mauvais temps. Nous avons plusieurs caboteurs dans cette ville, qui profitent de leur industrie. Depuis plusieurs années, leurs affaires ont été prospères, vu le développement de l'agriculture dans les Territoires du Nord-Ouest, développement qui nous a donné des millions de minots de